

**Commission:** Sommet international de Madrid UE-UA

**Problématique:** Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine : Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?

**Auteur:** Zimbabwe

État d'Afrique australe, la République du Zimbabwe (anciennement Rhodésie) est actuellement dirigée par Emmerson Mnangagwa élu président le 24 novembre 2017. En sortant de l'ère de son prédécesseur, Robert Mugabé, le pays connaît une situation économique et financière difficile à laquelle le nouveau chef d'État souhaite faire face. Ainsi il prône une politique de tolérance zéro pour la corruption et le lancement de mesures pour attirer les investissements nationaux et étrangers avec la création d'emplois au cœur des efforts. Adhérent à l'Union Africaine le 18 juin 1980, notre pays joue un rôle important dans cette organisation qui vise à favoriser la coopération internationale tout en créant les conditions appropriées permettant au continent de jouer son rôle dans l'économie mondiale et dans les négociations internationales. Notamment une coopération d'égal à égal avec l'Union européenne et ses 27 pays afin de construire des stratégies bilatérales promouvant la solidarité, la sécurité, la paix, le développement économique durable et inscrit dans la durée et la prospérité pour les citoyens des deux Unions aujourd'hui et à l'avenir.

Le Zimbabwe entretient des relations bilatérales avec de nombreux pays africains, membres de l'Union africaine et avec des pays européens, membres de l'Union européenne. De même, il maintient un dialogue constant avec les hauts représentants de l'Union européenne pour favoriser une compréhension mutuelle et une coopération constructive pour ainsi faire progresser les relations. Cette coopération concerne notre pays dans des domaines prioritaires tels que la croissance économique, le redressement social et le développement humain, mais aussi dans le renforcement des efforts communs en matière de lutte contre le changement climatique basé sur des engagements pris par le Zimbabwe et l'Union européenne lors de la COP 26.

Malgré les incessants efforts du gouvernement pour trouver le remède à la crise, le Zimbabwe connaît une crise économique, avec une inflation incontrôlée, des salaires stagnants, une pauvreté généralisée et des pénuries de produits de première nécessité comme l'eau et l'électricité. Depuis trois ans, le secteur de la santé est spectateur de grèves sporadiques à l'échelle nationale de la part des travailleurs de la santé pour cause de rémunération insuffisante. La crise se creuse en raison de l'immigration des infirmières vers les pays du nord et à l'irruption de la pandémie de covid 19. De plus, malgré une population instruite et scolarisée et un taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans à 90,4 %, le secteur de l'éducation est en crise et les enseignants en grève.

Toutefois, le Zimbabwe reçoit une aide humanitaire internationale visant les populations plus vulnérables en vue de se préparer et de répondre aux crises (sécheresse, cyclones, choléra...) et de nombreux services essentiels, tels que la santé et l'éducation, sont largement financés par les donateurs. Mais notre pays entretient surtout un ensemble diversifié de relations internationales: il entretient des liens étroits avec la Chine en matière d'investissement, de prêts, d'aide et de subventions en échange de matières premières et cherche à intensifier ses relations avec l'Union européenne. Premièrement, avec la vision d'un futur partenariat renouvelé entre les deux unions, le Zimbabwe propose un accès juste et équitable aux vaccins, suivant la réaffirmation de l'Union Européenne sur sa détermination à fournir à l'Afrique au moins 450 millions de doses de vaccin ainsi que la mobilisation de 425 millions d'euros pour accélérer le rythme de la vaccination. Notre pays met aussi en avant ses efforts pour lutter contre la désinformation concernant les sujets de santé.

Deuxièmement, appel à des investissements dans l'énergie, les transports et les infrastructures numériques pour une transition énergétique juste et équitable, une transition écologique et une transformation numérique avec l'ambition de stimuler l'entrepreneuriat et les compétences dans le domaine numérique. Le Zimbabwe propose la création d'emplois décents, notamment en investissant dans la création d'entreprises appartenant à la jeunesse africaine et le développement humain, notamment en renforçant la mobilité et l'employabilité des étudiants, des jeunes diplômés et des travailleurs qualifiés. S'inscrivant dans la stratégie "Global Gateway", ces investissements ont pour but de stimuler les investissements publics et privés en s'appuyant sur les initiatives et les partenariats déjà existants.

Le Zimbabwe considère que les pays membres de l'Union européenne pourraient, en collaboration avec les États africains, investir davantage dans le continent et notamment en matière

d'infrastructure, d'éducation et de santé. Ces initiatives qui lutteraient contre la désinformation (enjeux sanitaires, socio-économiques et géopolitiques, etc.) des populations les plus jeunes et contre l'inégalité d'opportunités, serviraient à bâtir une jeunesse cultivée et prête à affronter les nombreux défis à venir. Celle-ci serait bénéfique pour les deux Unions et unirait davantage leur jeunesse dans la vision d'un avenir commun. Bien entendu, le Zimbabwe insiste fortement sur l'importance de l'indépendance nationale de tous les pays impliqués.

Notre pays mettra tout en œuvre dans le but de parvenir à une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine pour la construction d'un avenir durable et prospère.